

la destruction du pouvoir économique et politique de l'Eglise, l'expropriation sans indemnité des propriétaires fonciers, en donnant la terre aux paysans, la nationalisation des banques et des transports, des trusts et monopoles privés, l'armement des ouvriers et paysans pauvres... Voilà par où passe la lutte contre Franco, que seule la classe ouvrière peut diriger.

Adressez-vous aux directions de vos partis et organisations pour qu'ils constituent sur cette base l'Alliance Ouvrière, en faisant d'elle le centre, la direction de la résistance et de la lutte des masses contre la dictature franquiste. Contre Franco et son Régime : Alliance Ouvrière !

Il n'est pas possible de prévoir les formes concrètes que le mouvement révolutionnaire prendra en Espagne en ce qui concerne les organisations de lutte et de dualité de pouvoir. Il n'est pas exclu que dans une situation donnée l'expérience de 1936 soit répétée, avec la décentralisation l'autonomie des Comités et Milices.

Dans ce cas, il serait faux de préconiser que les Comités de l'Alliance Ouvrière jouent le même rôle que les Comités de Juillet (qui avec tous leurs défauts représentaient une organisation supérieure) et encore moins que l'Alliance Ouvrière s'oppose aux Comités.

L'Alliance Ouvrière représente pour la période présente une politique de front unique des organisations ouvrières destinée à redonner au mouvement ouvrier son indépendance de classe et à lui ouvrir la voie vers les futurs Comités de masses.

UNITE SYNDICALE

En liaison intime avec ce mot d'ordre pour la constitution de l'Alliance Ouvrière, il y a celui de l'Unité Syndicale.

La constitution d'une seule direction syndicale est l'un des problèmes qui préoccupent le plus le prolétariat espagnol, qui a fait l'expérience des inconvénients et dégâts que représente la division des travailleurs sur le plan syndicale.

Le courant pour l'unité syndicale est tellement fort, que son poids s'est fait sentir même au sein de la bureaucratie "ugétiste" et "cénétiste" celles-ci se sont vues, sans enthousiasme, obligées d'ébaucher une politique de contact et de comités de liaison.

Il faut développer le courant pour l'unité, des masses, afin de détruire l'opposition des directions bureaucratiques, qui persistent chacune à maintenir sa propre direction syndicale constituant un appui pour sa propre politique.

La constitution des Comités locaux ou régionaux de liaison CNT-UGT doit être systématiquement poussée en avant. Le mot d'ordre d'Assemblée Commune et périodique de ces Comités de liaison CNT-UGT, locaux ou régionaux doit constituer un appui essentiel à cette politique de l'unité syndicale de tous les travailleurs, rompant avec le monopole de telle tendance politique ou apolitique.

A tout instant, la propagande pour l'unité syndicale doit être liée à la politique révolutionnaire sur le terrain syndicale. C'est à dire contre la collaboration avec la bourgeoisie, contre l'arbitrage obligatoire pour l'action directe, pour la démocratie prolétarienne et la solidarité internationale des travailleurs.